

Avenirs à long terme des pays socialistes d'Europe.

Par Gérard Wild.

AVENIRS A LONG TERME DES PAYS SOCIALISTES D'EUROPE.

Par Gérard Wild (*)

INTRODUCTION

I - LES BASES PROSPECTIVES DE LA CROISSANCE.

- 1 - Le ralentissement de l'offre de main-d'œuvre.
- 2 - Les difficultés de l'approvisionnement en pétrole et matières premières.
- 3 - La raréfaction du capital.

II - LES IMPLICATIONS.

- 1 - Le ralentissement de la croissance.
- 2 - Le déséquilibre des paiements en devises.
- 3 - Les risques de résurgence des forces centrifuges dans le CAEM.

III - LES CHOIX DE STRATÉGIE DE L'URSS.

- 1 - L'hypothèque de la succession.
- 2 - Les hypothèses extrêmes : réforme et fuite en avant.
- 3 - L'hypothèse de continuité.

CONCLUSION

(*) Sur la base d'une réflexion menée en commun avec Georges Sokoloff.

Introduction.

En 1960, l'URSS s'engageait dans un « programme de construction du communisme en vingt ans », à l'issue duquel elle aurait démontré la supériorité du système socialiste sur le capitalisme, notamment grâce à l'obtention d'un niveau de production par habitant supérieur à celui de la majeure partie des pays occidentaux. Aujourd'hui, évidemment, on aurait beau jeu d'établir un bilan critique de ce plan de long terme : le rayonnement de l'économie socialiste dans le monde n'a pas atteint, il s'en faut, les sommets envisagés autrefois. Pour l'essentiel, l'URSS doit son rôle international à son potentiel militaire.

Echaudés sans doute, les dirigeants soviétiques actuels restent discrets sur les objectifs qu'ils assignent à leur pays pour les vingt prochaines années. Un plan pour 1990 a certes été établi mais on n'en connaît que des bribes limitées. De plus, la réalisation des plans quinquennaux eux-mêmes fait problème. Aussi on ne peut s'appuyer sur quelque version normative venue de l'URSS pour apprécier l'évolution à long terme de l'économie soviétique.

L'étude présentée ici, élargit et prolonge les réflexions engagées de longue date au CEPIL (*) sur l'avenir du camp socialiste. En effet, si les analyses effectuées jusqu'à présent avaient permis d'attirer l'attention sur le ralentissement de la croissance soviétique, d'en déceler les causes principales, et d'apprécier de façon négative les possibilités de redressement du trend d'ici 1985 (1), elles n'évoquaient qu'illusoirement les perspectives de long terme qui pourtant peuvent contraindre les dirigeants soviétiques à opérer, dès le début des années quatre-vingt des choix de stratégie. Ces stratégies alternatives, il convenait d'en dessiner les contours.

D'autre part, s'il est vrai que l'évolution de l'Union soviétique est l'élément déterminant de toute prospective consacrée au camp socialiste dans son ensemble, l'avenir économique et social des pays d'Europe orientale et centrale membres du Conseil d'aide économique mutuelle (2) n'en constitue pas moins, dans le dossier dont disposent les décideurs soviétiques d'aujourd'hui et de demain, une pièce importante.

Enfin on a porté naturellement une attention particulière aux comportements possibles de l'URSS sur la scène internationale dans les vingt prochaines années. Ainsi, après avoir présenté les bases explicatives de la baisse de puissance prévisible des « moteurs arrières » de la croissance (première partie), a-t-on réservé dans l'analyse des implications de ce phénomène (deuxième partie) une

(*) La majeure partie des références indiquées par la suite sont relatives à des travaux du CEPIL dont on trouvera une liste, numérotée de 1 à 15, à la fin de l'étude. Il va de soi en effet qu'on n'a pas repris ici les références bibliographiques, généralement puisées dans des publications provenant des pays socialistes, qui figurent dans ces travaux.

(1) CEPIL [1. 2. 3.].

(2) Sont membres de cette organisation, outre l'URSS : la Bulgarie, l'Allemagne orientale, la Hongrie, la Pologne, la Roumanie, la Tchécoslovaquie, la Mongolie, Cuba et le Viet-Nam. On n'a pas tenu compte, dans l'analyse, des perspectives spécifiques de ces trois derniers pays.

place à part aux relations Est-Ouest. De même la présentation des stratégies de réponse aux difficultés (troisième partie) est-elle dominée par la volonté d'apprécier les répercussions de chacune d'entre elles sur l'insertion de l'URSS et de ses partenaires dans le monde.

I - Les bases prospectives de la croissance.

1 - Le ralentissement de l'offre de main-d'œuvre.

Au cours des vingt prochaines années, la croissance de l'économie soviétique devra tenir compte d'un tassement sensible de l'offre interne de main-d'œuvre. Sur ce point, les estimations disponibles sont évidemment convergentes : la majeure partie de la population en âge de travailler dans les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix est recensée dans les tables démographiques actuelles. Ainsi, la Commission économique pour l'Europe compte-t-elle pour la période 1980-1990 sur un taux de croissance de 4,3 % de la population âgée de quinze à cinquante-neuf ans (3) (soit environ 0,4 % en moyenne par an), alors qu'au cours de la décennie précédente, la croissance avait été de 16 % (1,5 % par an). Ce n'est que dans la dernière décennie du siècle qu'une amélioration se produira : la croissance de cette catégorie de la population passera alors à 0,7 % par an environ (4).

Les estimations faites par les experts américains (5) sont plus précises encore. Elles indiquent qu'après s'être accrue de plus de 2 300 000 personnes chaque année dans la décennie soixante-dix, la population en âge de travailler n'augmentera plus que de 540 000 entre 1981 et 1985, 570 000 entre 1986 et 1990, 800 000 entre 1991 et 1995. A partir de cette date cependant l'évolution deviendra plus favorable : 1 800 000 personnes en plus chaque année jusqu'à l'an 2000 (tableau 1).

(3) Rappelons que l'âge de la retraite est en URSS fixé à soixante ans pour les hommes et cinquante-cinq ans pour les femmes.

(4) « Perspective économique générale pour la région de la CEE jusqu'en 1990 » - Commission des Nations unies pour l'Europe, Genève - New York 1978. CEPII [4].

(5) « Soviet population and manpower trends and policies », Murray Feschbach and Stephen Rapawy in *Soviet Economy In a new Perspective*. Joint Economic Committee, Washington, October 1978.

Tableau 1 - Population totale, population en âge de travailler et population active en URSS. 1970-1990. (En milliers.)

	Population totale	Population en âge de travailler	Population active
1970	242 757	131 669	125 612
1975	245 462	144 395	135 765
1980	267 057	154 803	146 068
1985	280 383	157 490	152 647
1990	292 324	160 320	156 555

Source : Murray Feschbach - Stephen Rapawy (op. cit.).

Tableau 2 - Accroissement de la population en âge de travailler. 1970-2000. (En milliers.)

	URSS	Asie centrale et Kazakhstan	Transcaucasie
1971-1985	23 134	7 046	2 379
1981-1990	5 517	5 761	1 232
1991-2000	13 032	8 564	1 710

Source : Murray Feschbach - Stephen Rapawy (op. cit.).

Il faut souligner en outre que les taux de participation des différentes classes d'âge sont, chez les hommes comme chez les femmes, très élevés. Par conséquent l'évolution prévisible de la population active sera marquée de la même tendance que celle de la population en âge de travailler. Ainsi, au cours de la période la plus cruciale du point de vue de l'offre d'emploi — les années quatre-vingt —, le rythme d'accroissement annuel de cette population active devrait chuter de moitié, passant de 1,5 % à 0,7 %.

Un autre élément est susceptible de modifier les perspectives de l'économie soviétique : le déséquilibre spatial de la croissance démographique. En effet l'essentiel de l'accroissement de la population en âge de travailler sera constitué de personnes originaires des régions méridionales du pays (Asie centrale, Kasa-

khstan et Transcaucasie), peuplées en majorité de non-slaves, et où les niveaux de développement sont les plus bas. Et une fois de plus, c'est dans les années quatre-vingt que la situation sera la plus délicate ; au cours de cette période, en effet, les deux régions évoquées auront un accroissement en volume de la population active supérieure à celui de l'URSS tout entière. En d'autres termes, les autres régions et notamment les régions européennes connaîtront une réduction de cette catégorie de la population (tableau 2).

Dans les pays d'Europe centrale et orientale, les perspectives démographiques sont également peu favorables : selon la Commission Economique pour l'Europe (6) la population âgée de quinze à cinquante-neuf ans ne devrait y augmenter qu'au rythme de 0,4 % par an de 1980 à 1990 et 0,3 % entre 1990 et 2000, contre 1,1 % entre 1970 et 1980. Là aussi, les taux d'activité, notamment chez les femmes, y sont trop élevés pour qu'on puisse penser que la tendance soit inversée.

Tableau 3 - Population des pays d'Europe Centrale et Orientale. 1970-2001.
(En milliers d'habitants.)

	1970	1976	1981	1986	1991	1996	2001	Croissance annuelle moyenne 1981-2001 (en %)
Allemagne orientale	17 075	16 820	16 734	16 730	16 797	16 867	16 894	0,05
Bulgarie	8 464	8 734	9 062	9 295	9 488	9 697	9 906	0,45
Hongrie	10 322	10 572	10 860	11 048	11 170	11 326	11 530	0,30
Pologne	32 397	34 185	36 087	37 866	39 333	40 638	41 936	0,75
Roumanie	20 140	21 353	22 344	23 162	23 976	24 871	25 675	0,70
Tchécoslovaquie	14 309	14 857	15 444	15 909	16 311	16 758	17 288	0,55

Source : Godfrey Baldwin : « Population estimates and projections for Eastern Europe : 1950 to 2001 ». In *East European Economies post Helsinki*. Joint Economic Committee, Washington, August 1977.

2 - Les difficultés de l'approvisionnement en pétrole et matières premières.

L'URSS dispose, comme on le sait, d'un grand nombre de matières premières, et en grande quantité : pour la plupart des matériaux combustibles, des minerais métalliques et non métalliques, des minerais précieux ou stratégiques,

(6) CEE Genève (op. cit.).

elle reste potentiellement un des grands réservoirs et centres de production mondiaux (tableau 4). Néanmoins la poursuite — nécessaire — de la mise en valeur de ces richesses se fera à l'avenir à des coûts de plus en plus élevés. Les dépenses d'exploration, de mise en service de capacités nouvelles de production et de transport, s'accroissent au fur et à mesure qu'elles concernent les régions les plus difficiles d'accès et les moins peuplées du pays, où se situent précisément ces réserves. La rentabilité des coûts additionnels engagés pour faire face aux difficultés techniques et à la mise en place des infrastructures ne peut être assurée, — si elle l'est un jour —, que sur très long terme. Pour l'heure, l'Union soviétique est contrainte d'engager d'importantes dépenses qui bien évidemment pèseront lourdement sur la croissance, notamment dans les années quatre-vingt.

A partir de 1985, en outre, le problème de certaines matières premières risque de se poser en termes simples d'approvisionnement, et non plus seulement de coûts. Déjà l'URSS doit-elle de longue date, pour l'étain ou la bauxite, compléter ses ressources internes par l'importation. Mais les difficultés les plus marquantes concerneront le secteur énergétique et plus particulièrement celui du pétrole. Après deux décennies de croissance très rapide de la production, à l'issue desquelles le pétrole était devenu non seulement la source d'énergie principale du pays mais aussi une source majeure de gains en devises convertibles, les perspectives d'approvisionnement se sont quelque peu assombries. Aucune réserve nouvelle d'importance n'a jusqu'alors en effet été découverte, qui puisse assurer le relais des grands bassins de Russie d'Europe et de Sibérie occidentale.

Tableau 4 - Place de l'URSS dans les réserves et la production mondiale de matières premières.

	Réserves (rang)	Production (rang)
Charbon	2	1
Pétrole	4	1
Gaz	1	2
Fer	1	1
Cuivre	3	2
Plomb	3	2
Zinc	4	2
Chrome	3	2
Cobalt	5	1
Manganèse	2	1
Nickel	3	2
Platine	2	1
Or	2	2

Source : U.S. Bureau of Mines. Annuaire Statistiques ONU.

Et compte tenu des délais nécessaires de développement de champs pétroliers nouveaux (cinq-six ans), on voit mal comment après 1985 l'URSS satisfera à la fois ses besoins internes, ceux de ses partenaires socialistes au sein du CAEM, ainsi que le maintien de ses fournitures aux pays occidentaux (près de 80 millions de tonnes de pétrole et de produits pétroliers). Selon certaines prévisions, même l'URSS serait, en 1985, importateur net de pétrole, la production ayant chuté dès le début des années quatre-vingt (7). Pour ne s'en tenir qu'à des hypothèses moins saisissantes (8), on peut considérer qu'en 1985, les besoins soviétiques resteront couverts ; mais le volume de production sera insuffisant à satisfaire la demande totale des pays d'Europe centrale et orientale, ceux-ci fussent-ils approvisionnés en priorité (tableau 5). D'ores et déjà d'ailleurs, ceux-ci doivent s'approvisionner auprès des pays de l'OPEP, tout en faisant face à une substantielle dégradation des termes de l'échange dans leurs relations avec l'Union soviétique.

Tableau 5 - Bilan énergétique des pays socialistes d'Europe. 1985.
(En millions de tonnes équivalent-charbon.)

	URSS	Europe orientale	Total CAEM
Production			
Dont :	2 600	540	3 140
● Pétrole	1 018	25	1 043
● Gaz naturel	780	70	850
● Houille	700	400	1 100
● Autres (a)	102	9	111
Consommation			
Dont :	2 233	742	2 975
● Pétrole	906	230	1 136
● Gaz naturel	580	122	702
● Houille	650	377	1 027
● Autres (a)	97	13	110
Exportations nettes			
Dont :	+ 367	- 238	+ 129
● Pétrole	+ 112	- 205	- 93
● Gaz naturel	+ 200	- 52	+ 148
● Houille	+ 50	+ 23	+ 73
● Autres (a)	+ 5	- 4	+ 1

Source : CEPPII [5].

(a) Soit : « Autres combustibles solides », énergie hydraulique et nucléaire. La production d'énergie nucléaire devrait atteindre en 1985 environ 20 millions de TEC pour l'URSS et 10 pour l'Europe orientale, soit respectivement 160 et 80 milliards de kWh.

(7) *Soviet Economic Problems and Prospects*. CIA - Washington 1977.

(8) CEPPII [5 et 6].

3 - La raréfaction du capital.

La réduction des inputs en travail de même que l'accroissement des coûts en matières premières du développement de l'URSS sont des problèmes d'autant plus aigus qu'ils rejoignent des perspectives d'augmentation du stock de capital également peu favorables. D'une part, en effet, des facteurs structurels poussent à une diminution du rendement global de ce stock. D'autre part, l'augmentation de la formation brute de capital fixe doit tenir compte de fortes contraintes dans la répartition de la richesse nationale.

La hausse de l'intensité capitaliste de la production ne résultera pas en effet de la seule modification spatiale de la production de matières premières en URSS, déjà évoquée. Elle sera liée en outre au maintien de forts investissements dans le secteur agricole, mais surtout à la nécessité de relancer en priorité les investissements dans d'autres secteurs à faible rentabilité. L'URSS en particulier semble devoir accorder dans la décennie à venir une attention privilégiée à des secteurs comme la sidérurgie ou les transports dont l'activité au cours de ce dernier quinquennat a constitué un des goulets d'étranglement de l'ensemble de l'économie (9). De surcroît, en URSS comme en Europe orientale, l'abandon relatif dans lequel ont été laissés les secteurs non productifs au cours du quinquennat 1976-1980 donne à penser que la structure future des investissements leur fera une part plus grande (10).

Or, l'accélération de l'augmentation du stock de capital se heurte de son côté à des impératifs de répartition de la richesse nationale qui excluent, en l'état actuel des systèmes, toute hausse par trop élevée du taux d'investissement. La première de ces contraintes réside dans le maintien d'un rythme minimal de progression de la consommation, équivalent à celui qui prévaut actuellement. Cette stabilisation de l'amélioration du bien-être de la population ne permet au demeurant à celle-ci d'espérer en 1990 un niveau de vie — pour les biens de consommation courante — qu'au mieux égal à celui qui caractérise actuellement les pays de l'OCDE (11). Le tableau 6 indique de façon marquante l'écart subsistant encore entre la réalité d'aujourd'hui et les normes « rationnelles » que les planificateurs soviétiques souhaitent voir satisfaites à la fin des années quatre-vingt.

Enfin, et ceci est vrai essentiellement pour l'URSS, la progression des dépenses militaires à un rythme moyen de 4 à 5 %, égal au rythme actuel, constitue la seconde limite importante à une accélération de la formation brute de capital fixe productif. Aussi doit-on s'attendre à un ralentissement du taux de croissance de cet indicateur (12).

(9) CEPII [2].

(10) « Perspective économique générale... ». Etude citée de la CEE. Genève.

(11) CEPII [7].

(12) « Pendant la période 1976-1990, on peut s'attendre à un fléchissement du taux de croissance des actifs fixes en Bulgarie et un accroissement pratiquement inchangé dans les quatre autres pays à économie planifiée (RDA, Tchécoslovaquie, Pologne, Hongrie). Les évaluations relatives à l'URSS traduisent le ralentissement imposé aux taux de croissance des actifs fixes. » « Perspective... » CEE ouvrage cité.

II - Les implications.

1 - Le ralentissement de la croissance.

De toutes les implications des évolutions prévisibles dans le domaine des inputs de la croissance, le ralentissement de la progression des économies socialistes est la plus communément partagée. Pour ce qui concerne l'URSS des années quatre-vingt, pays le plus étudié sans aucun doute parmi l'ensemble des pays socialistes, la concordance des diverses estimations est d'ailleurs assez grande. Ainsi, les experts américains de la CIA, mettant en œuvre une fonction de production agrégée, tablent sur une progression moyenne des inputs de l'économie dans les années quatre-vingt de l'ordre de 2,5 à 3 % par an, et compte tenu d'un accroissement — réduit mais optimiste cependant par rapport à la tendance des années soixante-dix —, de la productivité des facteurs, sur une croissance du PNB de l'ordre de 3 à 3,5 % (13) contre 4,5 % environ au cours des vingt dernières années. Traduits en termes de comptabilité nationale soviétique, ces taux équivalent à une croissance du produit matériel net (PMN) de 4 à 4,5 % l'an environ (14).

La Commission économique pour l'Europe, s'appuyant sur une croissance future de la productivité globale des facteurs dans les secteurs productifs plus optimiste encore que celle prévue par les experts américains, envisage une croissance moyenne du produit matériel net pour la prochaine décennie étale à 4,5-5 % (contre 6,9 % pour la période 1960-1975) (15). Ces taux rejoignent ceux qu'une simple extrapolation des trends de croissance du produit matériel, de la productivité et du rendement du capital met en évidence (16). Pour ce qui concerne l'Europe centrale et orientale, les taux de croissance projetés sont variables ; ils sont de façon générale (seule la Hongrie faisant exception) plus élevés dans les pays les moins développés.

(13) *Soviet Economic problems and prospects*, ouvrage cité.

(14) Sur la relation PNB - PMN : CEPII [3].

(15) « Perspective économique générale... », ouvrage cité.

(16) « Perspective économique générale... », ouvrage cité.

Tableau 7 - Niveaux de développement comparés en 1976
et taux de croissance annuel moyen des années 1975-1990.

	PIB par habitant 1976 (en \$)	Croissance annuelle du PMN 1975-1980
URSS	2 800	4,5-5,0
Allemagne orientale	4 520	Environ 5,0
Bulgarie	2 460	6,5-7,0
Hongrie	2 340	Environ 5,0
Pologne	2 880	6,0-6,5
Roumanie	1 400	Environ 9,0
Tchécoslovaquie	3 790	Environ 5,0
Ensemble de la zone	2 820	Environ 5,0

Sources : "World Bank Atlas". Washington. 1978. "Perspective économique générale..."
Op. cit.

Note : Rappelons qu'en 1976, le PIB par habitant se situait en moyenne pour les neuf
pays de la CEE à 5 570 \$.

La trajectoire de l'URSS rejoint donc pour la prochaine décennie celle des pays capitalistes développés : selon l'OCDE en effet ceux-ci connaîtront une croissance à peine inférieure, de l'ordre de 3 %. Dès lors, l'écart de développement par rapport aux principales puissances occidentales se stabilisera, cependant que celui qui la sépare des pays en voie de développement à croissance rapide se réduira. Et rien ne permet de penser que des transferts accélérés de main-d'œuvre ou de capital puissent s'opérer. Au moins jusqu'en 1985, les perspectives du secteur rural restent incertaines (17) et l'effort militaire ne paraît pas devoir se ralentir. Quant aux transferts interrégionaux de main-d'œuvre, ils sont peu imaginables, vu le comportement traditionnel dans les régions méridionales : un exode des populations d'Asie centrale notamment vers les régions industrialisées du Nord et de l'Ouest semble exclu. Ce n'est qu'à partir de 1990, que sous le double effet d'une amélioration du potentiel démographique et d'une stabilisation possible des performances du secteur rural que la croissance de l'économie soviétique pourrait disposer d'une meilleure assise. Par contre la deuxième moitié des années quatre-vingt peut être désignée comme la période la plus cruciale.

(17) CEPII [9].

2 - Le déséquilibre des paiements en devises.

La récession du monde occidental a sans doute un aspect positif, puisqu'elle relativise les déclinantes performances de l'URSS et de ses partenaires dans le CAEM. Néanmoins, elle a pour conséquence importante de limiter leur capacité d'exportation et par conséquent les possibilités de modernisation des économies offertes jusqu'alors par l'achat de biens d'équipements occidentaux (18). Sans doute le niveau actuel de l'endettement n'est-il pas, du point de vue des banquiers occidentaux tout au moins, excessif (19). Mais du point de vue oriental, l'appréciation ne paraît pas être la même. D'une part, en effet, les responsables des économies socialistes qui avaient espéré voir leur situation en matière de paiement extérieur s'améliorer progressivement vers la fin des années soixante-dix, ont vu au contraire apparaître une tendance à l'aggravation (tableau 7) qu'il convenait de contrecarrer. D'autre part, la dépendance financière structurelle à l'égard du monde occidental est une contrainte de politique économique difficilement acceptable dans le cadre de la gestion planifiée de l'économie (tableau 8). Une des évolutions majeures dans la vie économique de l'Europe socialiste au cours des années 1976-1980 est sans doute, et surtout pour les petits pays d'Europe centrale et orientale, l'irruption des problèmes posés par l'équilibre des paiements avec l'Ouest dans la désorganisation de l'économie. A bien des égards c'est à ce phénomène que ces pays doivent de ne pas avoir atteint les objectifs quinquennaux qu'ils s'étaient fixés en 1975 (20).

Les années quatre-vingt ne verront pas, selon toute probabilité, s'améliorer la capacité de paiement des pays socialistes. La réduction de l'excédent énergétique (pour l'URSS), et la nécessaire diversification des approvisionnements (pour l'Europe centrale et orientale) viendront au contraire accroître le poids de la contrainte extérieure dans la politique économique. Déjà d'ailleurs, les responsables soviétiques de la planification se voient assignés, en autres objectifs pour 1990, la réduction des importations.

3 - Les risques de résurgence des forces centrifuges dans le CAEM

La dégradation des situations internes et externes a enfin des implications sensibles sur la vie collective des pays du CAEM. Les choix de l'URSS concernant la répartition de ses excédents, l'accentuation de la concurrence entre pays socialistes pour l'accès au marché mondial, pour les exportations comme

(18) CEPII [10]. Voir également, dans ce cahier : « Le déclin du rôle de la Communauté économique européenne dans les échanges Est-Ouest. »

(19) CEPII [11].

(20) CEPII [12].

pour les importations, la fragilité des diverses économies nationales mais surtout le caractère spécifique des difficultés rencontrées pousseraient à une résurgence de forces centrifuges relativement bien contenues au cours des années soixante-dix. En effet, au-delà de la similitude d'ensemble des problèmes auxquels ils seront affrontés, les pays socialistes divergent sensiblement quant à leur capacité de résistance à ces difficultés, dans les domaines économique, social et politique.

Bien entendu, un premier clivage s'impose entre l'URSS d'une part et ses petits partenaires d'autre part. Ceux-ci, du point de vue du potentiel de croissance, de la dépendance à l'égard du monde extérieur et de la stabilité du corps social apparaissent beaucoup plus fragile que l'Union soviétique. On doit se souvenir que les périodes de crise déjà traversées par le camp socialiste (au début des années cinquante et des années soixante) ont débouché sur un affaiblissement d'ensemble de la capacité de contrôle des évolutions internes de chacun des pays, que seuls des raidissements relativement brutaux de l'URSS ont pu conjurer. L'inévitable période de « sevrage » qui s'annonce dans le domaine des approvisionnements énergétiques de l'Est européen tendront à réduire encore les bases physico-économiques de la solidarité socialiste.

Tableau 7 - Endettement des pays de l'Est en devises convertibles. (En milliards de \$.)

	1973	1974	1975	1976	1977
URSS	4,0	5,9	11,4	14,1	15,9
Bulgarie	1,5	1,7	2,4	3,0	3,3
Hongrie	2,0	2,3	3,2	3,4	4,0
Pologne	2,5	4,9	7,8	11,0	13,0
RDA	2,8	3,6	4,9	5,9	6,9
Roumanie	2,1	2,4	2,8	2,9	3,2
Tchécoslovaquie	0,9	1,1	1,5	2,2	2,9
Banques du CAEM	1,8	2,1	2,8	4,3	4,7
Total	17,6	24,0	36,8	46,8	53,9

Sources : Chase Manhattan Bank. CEP II [11].

Tableau 8 - Rapport de la dette aux exportations en devises convertibles (en 1977).

Bulgarie	2,3
Hongrie	1,2
Pologne	2,8
RDA	2,1
Roumanie	0,8
Tchécoslovaquie	0,9
URSS	0,7

Source : CEP II [10].

En Europe orientale même, les positions des pays sont assez contrastées. Ainsi la Pologne et la Roumanie, qui disposent de ressources du sous-sol plus abondantes que les autres et dont les possibilités de transferts de main-d'œuvre en provenance du secteur rural sont « objectivement » supérieures, paraissent-elles mieux armées que la RDA, la Tchécoslovaquie ou la Hongrie, plus développées et dont les richesses naturelles sont peu abondantes. La hiérarchie des fragilités doit cependant être inversée lorsque le critère de capacité d'accès au marché extérieur est pris en référence. Les plus riches, cette fois-ci, semblent mieux en mesure de pénétrer le marché occidental ou celui des pays en voie de développement dans le secteur manufacturier, tout en disposant à l'intérieur de biens d'investissements susceptibles d'être substitués aux biens importés.

Il serait vain de s'efforcer de préciser plus l'ordre des fragilités. Il suffit de constater combien les divergences d'intérêts peuvent être accentuées par les difficultés qui s'annoncent. De nombreux faits, récents ou anciens, reflètent la tendance naturelle à favoriser le développement des réflexes « nationalistes » dans les périodes difficiles. En fait ce sont surtout les différences dans la capacité de contrôle des réactions du corps social qui faciliteront le mieux le jeu des forces centrifuges. Devant les mesures de politique économique à prendre qui auraient des répercussions négatives sur le niveau de vie des populations, les pouvoirs nationaux disposent de marges de manœuvre très différenciées, susceptibles de conduire à la résurgence de situations politiques favorables à la diversification des systèmes internes, voire à des explosions mal maîtrisables. A cet égard on soulignera plus particulièrement le cas de la Pologne, où les dirigeants sont contraints à l'immobilisme par les risques à court terme que ferait courir, dans la situation actuelle, toute mesure par trop défavorable aux consommateurs. Et si les hausses récentes de prix en Hongrie, Tchécoslovaquie, Roumanie et Bulgarie paraissent avoir été relativement bien acceptées par les peuples de ces pays, on peut s'interroger sur leur capacité future d'absorption, pour peu que de telles mesures soient renouvelées périodiquement.

Pourtant, les pays socialistes s'efforcent de mettre en œuvre des politiques économiques concertées visant à asseoir la vie collective sur des bases matérielles de plus en plus concrètes. Ceci est vrai bien sûr dans le domaine des matières premières, et surtout de l'énergie où un programme concerté pour 1990 a été élaboré dans le cadre institutionnel du CAEM, une attention toute particulière étant portée au secteur de l'énergie nucléaire (21). Mais c'est également vrai pour les produits manufacturés, notamment le secteur des constructions mécaniques où les efforts de spécialisation se sont accélérés au cours des dernières années (22). Mais le moins qu'on puisse dire est que jusqu'alors, le projet socialiste d'intégration n'a avancé que très lentement, freiné précisément par la difficulté d'ajuster, de façon satisfaisante pour tous, les intérêts nationaux. Nul doute cependant que les nuages qui assombrissent l'avenir ne favorisent dans une certaine mesure la recherche de solidarité. L'évolution de la répartition

(21) CEPII [13].

(22) CEPII [14].

géographique des échanges entre 1973 et 1977 témoigne, dans certains pays, du recentrage des relations économiques extérieures en direction des partenaires socialistes (tableau 9).

Ainsi l'avenir sera dominé par l'accentuation de la contradiction entre les luttes nationales contre les difficultés économiques de court terme et de moyen terme et le développement des bases concrètes de cohésion, dont l'effet ne se fera sentir que lentement, et pour l'essentiel dans les années quatre-vingt-dix.

Tableau 9 - Part des pays du CAEM dans les échanges. 1970-1973.1977.
(En pourcentage du total par pays.)

	Total des échanges			Exportations			Importations		
	1970	1973	1977	1970	1973	1977	1970	1973	1977
Allemagne orientale	67,3	65,9	67,9	68,6	70,0	70,6	66,1	62,1	65,6
Bulgarie	74,4	77,2	78,0	75,8	77,3	77,6	73,0	77,0	78,4
Hongrie	62,1	63,1	53,4	61,8	64,6	56,5	62,3	61,3	50,5
Pologne	63,1	53,4	53,2	60,6	58,2	57,3	65,8	49,4	49,8
Roumanie	49,3	43,2	41,9	50,3	45,5	41,7	48,3	40,7	42,0
Tchécoslovaquie	64,2	65,2	67,5	64,7	66,1	68,7	63,8	64,2	66,4

Source : Annuaires du CAEM.

III - Les choix de stratégie de l'URSS.

1 - L'hypothèque de la succession.

Compte tenu du poids de l'URSS dans l'évolution économique et politique de l'Europe socialiste, c'est vers elle surtout qu'il convient de se tourner pour formuler des hypothèses d'évolution de l'ensemble de la zone d'ici la fin du siècle. Ce sont les dirigeants soviétiques en effet qui détiennent pour l'essentiel les réponses aux difficultés et les clefs des choix stratégiques.

Mais quels dirigeants ? En effet, les premières années quatre-vingt seront très probablement marquées en URSS par la recherche d'un nouveau « guide ». Sans doute la prise en compte de variables de ce type ressort-elle plus de la

kremlinologie que de l'analyse prospective. Mais il faut reconnaître que cette base de l'avenir a également des implications non négligeables sur le déroulement du futur. Au-delà de l'analyse des équations personnelles qui détermineront pour partie l'identité du successeur de Léonid Brejnev, l'événement donnera naissance selon toute vraisemblance à des débats dont les répercussions lointaines sur la société soviétique mériteraient mieux sans doute qu'une simple allusion. Passe encore pour la « débrejnevisation » qui sera nécessaire pour qu'un nouveau « *primus inter pares* » assure sa promotion. Celle-ci après tout peut n'être que formelle et ne constituer qu'une contrainte mineure par rapport aux contraintes réelles qui pèsent sur l'avenir économique et social. Mais l'issue d'un éventuel débat sur le rôle respectif du Parti, de l'Etat et de l'Armée dans la conduite des affaires auquel toute période de succession est favorable, n'est évidemment pas indifférente, non seulement pour une meilleure appréciation des orientations politiques mais aussi pour appréhender plus justement les risques de déséquilibre à l'intérieur de la classe dirigeante. Enfin, il est un point sur lequel la disparition de Léonid Brejnev aura un impact évident : l'existence d'une période transitoire favorable à l'attentisme en matière de politique économique. L'expérience des successions en URSS montre en effet qu'un délai de plusieurs années est nécessaire pour décider de la mise en œuvre d'une éventuelle stratégie nouvelle. A moins donc que les tensions évoquées précédemment ne deviennent véritablement insupportables, on ne doit pas s'attendre à ce que les choix s'opèrent dans le cours des premières années quatre-vingt.

Au demeurant les réponses qui peuvent être faites aux difficultés de la croissance, de la vie communautaire et de l'insertion dans le monde sont multiples. Néanmoins si on s'efforce de ne retenir des hypothèses d'avenir que celles qui présentent du triple point de vue du développement, de la cohésion et des échanges Est-Ouest, une certaine cohérence, on est amené à en suggérer trois principales : celles du réformisme, de la fuite en avant, de la continuité.

2 - Les hypothèses extrêmes.

On a pu croire au milieu des années soixante que le camp socialiste s'engageait, pour répondre aux difficultés de développement qu'il rencontrait, sur la voie d'une remise en cause profonde des règles du jeu qui prévalaient jusqu'alors. L'autonomie des entreprises et la recherche d'une amélioration de son résultat d'exploitation — le profit — devait, semblait-il, favoriser les productivités par l'économie, l'adaptation de l'offre à la demande, une attention plus grande aux conditions externes de production et l'incitation à l'innovation. Vu la similitude des nécessités actuelles et prévisibles des économies socialistes, on peut se demander si le mouvement engagé il y a une quinzaine d'années, mais progressivement bloqué, ne reprendra pas vie.

On ne cherchera pas certes à imaginer les mesures de détail qui correspondraient à l'hypothèse réformiste envisagée. La relance de la croissance passerait en tout cas — sans toucher évidemment à la propriété étatique des moyens de production — par un moindre contrôle des autorités centrales sur les unités

de production et l'acceptation pour celles-ci de sanctions et de récompenses dépendant de la satisfaction des consommateurs, finals ou intermédiaires de leurs produits. L'assouplissement du système de planification, l'accroissement du rôle des prix et la réduction parallèle des incitations de caractère administratif, prônés en 1965 mais quelque peu oubliés depuis, seraient également les bases d'une « nouvelle politique économique » dont l'adoption pourrait être cautionnée par quelques rappels historiques simples.

Une progression suffisamment rapide dans cette voie permettrait sans aucun doute de contrebalancer les effets négatifs de la réduction du potentiel de croissance. Elle aurait de surcroît l'avantage de rendre plus aisée l'utilisation des possibilités d'accélération de la croissance par transferts, vers les secteurs ou les régions à forte productivité. Ainsi, sans pour autant renoncer à une politique d'investissement favorable aux régions méridionales du pays, pourrait-on inciter les populations d'Asie centrale à une plus grande mobilité (23) pour peu que soient créées, dans le domaine des facteurs de production comme dans celui des produits, les conditions d'un meilleur ajustement de l'offre et de la demande.

Les conditions internes de la croissance seraient d'autant plus améliorées que le « libéralisme » interne aurait à terme des répercussions bénéfiques sur les relations extérieures. Celles-ci à leur tour influeraient favorablement sur la croissance. En effet, la réussite d'une éventuelle réforme se traduirait pour l'URSS par un accroissement notable de sa capacité de rayonnement économique et un affaiblissement relatif du besoin de militarisation de l'économie. De plus, mieux à l'aise désormais dans la compétition économique vis-à-vis du monde occidental, les dirigeants nouveaux joueraient, sans crainte de dépendance unilatérale, le jeu de la coopération internationale.

Enfin, vis-à-vis de l'Europe de l'Est, l'Union soviétique pourrait, compte tenu d'un contexte international apaisé, et tout en s'efforçant de conserver des gages de sécurité dans cette région du monde, assouplir sa position à l'égard de l'évolution des systèmes internes et admettre une diversification poussée des modèles nationaux, qui n'excluerait en aucune manière le maintien de liens économiques étroits.

Cependant, dans les difficultés futures, la tentation du radicalisme et de la *fuite en avant* trouveraient également à se nourrir. L'histoire de l'URSS a démontré que la contrainte, même prolongée, mais à la condition qu'elle soit suffisamment prononcée, pouvait constituer un élément non négligeable d'amélioration des performances économiques, de maintien de la cohésion, de promotion dans la hiérarchie mondiale. Aussi, pour peu que le contexte international s'y prête, la mobilisation des ressources internes pourrait apparaître comme la seule voie à suivre.

En l'absence de sondages d'opinion, il est délicat d'apprécier la capacité réelle de résistance des travailleurs, des consommateurs, des minorités nationales vis-à-vis d'une évolution de ce type dont ils seraient les premières vic-

(23) Surtout la mobilité, à l'intérieur de ces régions, de la population rurale vers le milieu industriel-urbain.

times. Mais la plus dangereuse de ces résistances, pour l'équilibre du pays, celle qui viendrait des minorités du Sud pourrait être efficacement contrebalancée par un renforcement contrôlé du niveau de puissance et de richesse de ces régions. Quant aux risques provenant des pays d'Europe centrale et orientale ils appelleraient inévitablement des réactions répressives qui iraient même jusqu'à une remise dans le droit chemin des déviants actuels. Au demeurant cette remise en ordre pourrait être appelée de leurs vœux par les dirigeants même de ces pays ayant à faire face à des pressions sociales difficiles à contenir. Sans doute le fossé — déjà grand — entre dirigeants et dirigés aurait-il tendance à s'y creuser, mais, en URSS au moins, la relance de l'anti-impérialisme, consacrée par un repliement sur soi-même de l'ensemble du camp socialiste, de même que la manipulation nationaliste constitueraient des éléments d'équilibre aux sacrifices imposés à l'intérieur. Appuyée sur des pays du Tiers-Monde de plus en plus ancrés dans la division internationale socialiste du travail — Cuba, Viet-Nam, Mongolie, voire d'autres encore — l'URSS reprendrait ainsi un flambeau qu'elle avait eu tendance à relâcher quelque peu au cours des deux dernières décennies. Elle pourrait mieux assumer ainsi à la fois son sous-développement relatif et l'originalité de son système social. Enfin dans un monde à nouveau dominé par le clivage Est-Ouest — le Sud s'étant scindé selon des critères idéologiques — elle redeviendrait un des deux pôles de la vie internationale.

Des deux stratégies extrêmes qui viennent d'être évoquées, la seconde aurait en définitive le grand avantage d'être moins déstabilisante pour l'URSS, car entraînant moins de ruptures par rapport à l'état présent de la société soviétique. Si les dirigeants soviétiques devaient tirer en effet une leçon de l'histoire de ces vingt dernières années, c'est que le relâchement libéral avait, à l'intérieur comme à l'extérieur, des effets négatifs évidents. Après tout, les satisfactions internationales les plus évidentes ne sont-elles pas celles qui sont dues au maintien d'un volume élevé de dépenses militaires plus qu'à l'ouverture de l'économie aux achats en provenance de l'Ouest, à la constance de l'effort dans les industries stratégiques plus qu'à l'assouplissement de la « politique des revenus » ? Cette stratégie a surtout pour principal avantage d'être une tendance de long terme compatible avec une stratégie de continuité. Car celle-ci reste en fin de compte la plus probable d'entre toutes.

3 - L'hypothèse de continuité.

La stratégie dite de continuité ne saurait être assimilée à un simple immobilisme. Tenant compte en effet des changements prévisibles aux niveaux national et international elle reviendrait à faire face à ces changements sans modifier en profondeur l'équilibre ambigu qui marque les relations entre dirigeants et dirigés d'une part, entre l'Etat soviétique et le reste du monde d'autre part. Ainsi en serait-il de l'attitude vis-à-vis de la croissance, dont le ralentissement serait rendu acceptable par la mise en évidence du caractère raisonnable de la gestion

« socialiste » des ressources naturelles (24), et par référence aux difficultés des économies occidentales. Des révisions périodiques des règles de la gestion économique (25) viendraient néanmoins accompagner le maintien du taux de croissance modéré préconisé par les planificateurs, rappeler les principes généraux de fonctionnement du système, institutionnaliser les résultats d'expériences diverses de rationalisation de la production, souligner à nouveau la double nécessité de la gestion centralisée et de l'autonomie des agents productifs. Le lent rapprochement des niveaux de développement régionaux, promu à nouveau comme une des lois principales du développement économique socialiste (26), accompagné d'une politique d'investissements adaptée suffirait à prévenir les difficultés potentielles venant du Sud.

De la même manière, dans les relations internationales, un effort de solidarité vis-à-vis des pays socialistes associé à une limitation de la progression des échanges avec l'Occident satisferait le double besoin de la sécurité aux frontières occidentales et des achats de modernisation. Enfin, le discours sur le développement des relations Est-Ouest resterait compatible avec le maintien d'un potentiel militaire élevé comme avec l'accentuation d'une attitude opportuniste vis-à-vis du Tiers-Monde, source d'une instabilité mondiale favorable à la valorisation des ressources naturelles du pays (27).

Cette version de l'avenir de l'URSS et du CAEM paraît être celle qui prévaudra dans la première moitié des années quatre-vingt. Les délais nécessaires à l'apparition d'un nouveau guide et à la maturation des décisions, l'incertitude générale qui plane sur l'avenir des relations internationales, le caractère supportable de la baisse prévisible du rythme de croissance pour les cinq années à venir, favorisent un attentisme prudent plus que des bouleversements aux répercussions mal maîtrisables.

Mais c'est également celle qui paraît la plus probable à plus long terme. La période 1985-1990 sera certes cruciale : c'est là que se situeront la baisse de puissance la plus marquée des moteurs de la croissance et le renouvellement des cadres supérieurs du pays. Cependant, pour peu qu'elle se déroule sans explosion incontrôlée, à l'intérieur mais surtout à l'extérieur de l'URSS, contraignant les dirigeants soviétiques à un véritable choix, les perspectives de la dernière décennie pourraient être de nature à comporter le maintien d'une stratégie souple, sans modification sensible des trames d'évolution caractérisant le système depuis le début des années soixante-dix. D'une part, en effet, les conditions internes du développement dans les années quatre-vingt-dix s'amélioreront quelque peu, grâce à la reprise de l'offre de main-d'œuvre mais aussi parce que la situation agricole aura pu être stabilisée. D'autre part, les efforts progressifs d'intégration socialiste auront pu donner leurs premiers fruits et fournir une base concrète au maintien d'une solidarité, au demeurant perçue comme inévitable par les populations de la zone.

(24) Déjà le plan 1976-1980, aux objectifs modestes, avait été présenté comme un plan de stabilisation, raisonnable et lucide, adapté aux réalités.

(25) L'une d'entre elles vient de se produire. CEPII [15].

(26) Comme l'est la « loi de l'amélioration du niveau de vie de la population ».

(27) CEPII [1].

Enfin, les investissements consentis auparavant dans les régions riches en matières premières, associés à un marché international en ces produits qui se sera probablement stabilisé au profit des producteurs, permettront de ce point de vue là également, d'améliorer à la fois les conditions internes et externes du développement.

Conclusion.

Il est d'usage de conclure un exercice de prospective à long terme par le rappel prudent des conditions nécessaires — surtout hors de la zone étudiée — pour que l'avenir projeté se réalise effectivement. Pour l'URSS et ses partenaires dans le CAEM, on ne peut faire exception à la règle. De toute évidence les variables « exogènes » — l'avenir du monde occidental, celui des pays du Tiers-Monde et plus encore peut-être celui des voisins de l'Extrême-Orient — viendront modifier les appréciations que les dirigeants de l'URSS seraient amenés à porter sur les chances de leur pays au seul vu des conditions internes du développement économique et social.

Encore n'a-t-on choisi de ne proposer ici qu'une présentation simplifiée des évolutions possibles. On a supposé en particulier que les stratégies en matière de développement interne et de relations extérieures seraient « cohérentes ». Or, en URSS rien n'est moins sûr que la cohérence : la « fuite en avant » du premier plan quinquennal (1928-1932) s'est appuyée sur une forte croissance des achats à l'Ouest ; la période du « subjectivisme » Khrouchtchevien dans son ensemble a été marquée par un grand nombre de ces incohérences. Aussi convient-il de souligner le niveau élevé d'imprévisibilités du comportement de l'URSS, et par conséquent l'étendue de l'éventail des évolutions possibles. Tout au plus peut-on être assuré qu'il n'y a pas pour l'URSS des vingt prochaines années de solution de pur immobilisme. Même dans le cas de l'hypothèse de continuité, l'URSS devra apporter des modifications sensibles dans sa politique interne de développement et dans ses relations avec l'extérieur. La deuxième moitié des années quatre-vingt devrait être, quant à l'intensité de ces modifications, décisive. Car c'est pendant cette période que se manifesteront avec le plus d'acuité les tensions économiques sociales et politiques.

Annexe.

Liste des travaux du CEPII utilisés pour la rédaction de l'étude.

- [1] - « L'URSS dans les années quatre-vingt : les difficultés d'accès à une nouvelle forme de puissance. » Décembre 1978. Publié dans *Commentaires*, n° 5. Paris. Mai 1979.
- [2] - « L'URSS en 1985 : perspectives. » Juin 1973. Publié dans *Economies et Sociétés - Les cahiers de l'ISMEA*, série G, n° 32. Paris 1974.
- [3] - « Perspectives de l'économie soviétique 1977-1985. » Octobre 1977. Publié dans *Economies et Sociétés - Les cahiers de l'ISMEA*, série G, n° 35. Paris 1978.
- [4] - « Main-d'œuvre et productivité du travail en URSS. » Octobre 1978. A paraître dans les *Actes de la V^e convention annuelle de l'Eastern Economic Association*. Boston. Massachussets USA.
- [5] - « Situation et perspectives du bilan énergétique des pays de l'Est. » Publié dans le *Courrier des Pays de l'Est*, n° 216. Mars 1978. Paris. La Documentation Française.
- [6] - « Approche régionale des perspectives pétrolières 1985. » Mai 1979. Publié dans le *Courrier des Pays de l'Est*, n° 229. Mai 1979. Paris. La Documentation Française.
- [7] - « Les perspectives de la consommation en URSS. » Septembre 1978. Publié dans *l'URSS dans les années 80*. OTAN, direction des Affaires économiques. Bruxelles. 1978.
- [8] - « Bilan des comparaisons Est-Ouest de niveaux de développement. » 1977. Publié dans *Economies et Sociétés - Cahiers de l'ISMEA*, série G, n° 35. Paris 1978.
- [9] - « Analyse prospective de la politique céréalière de l'URSS et son incidence sur les marchés internationaux. » Novembre 1978. A paraître dans les *Actes de la V^e conférence internationale sur les agricultures soviétiques et Est-Européennes*. Laurence-Kansas.
- [10] - « Les conditions d'endettement des pays de l'Est. » Janvier 1979. A paraître dans *Economie et Statistique*. Paris.
- [11] - « L'endettement des pays de l'Est : problèmes d'évaluation. » Septembre 1978. Publié dans le *Courrier des Pays de l'Est*, n° 222. Octobre 1978.
- [12] - « Objectifs et réalisations des plans quinquennaux 1976-1980. » Janvier 1979.
- [13] - « L'économie tchécoslovaque. » Septembre 1979.
- [14] - « Les plans 1976-1980 et les perspectives du secteur mécanique dans les pays Est-Européens. » 1978.
- [15] - « Le réaménagement du mécanisme économique soviétique. » Août 1979.